

Arielle Haakenstad Bianquis

Pratiques de survie et survie de pratiques dans l'enseignement supérieur
pendant la période Eltsine.
Itinéraires socioprofessionnels d'universitaires russes.

Thèse de science politique soutenue à l'IEP de Paris le 14 janvier 2011, obtention de la mention très honorable avec les félicitations du jury

Composition du jury :

M. Alexis BERELOWITCH, ancien directeur, Centre franco-russe en sciences sociales et humaines de Moscou,

M. Dominique COLAS (directeur), Professeur des universités, IEP de Paris,

M. Georges MINK (rapporteur), Directeur de recherche CNRS / ISP,

Mme Christine MUSSELIN, Directeur de recherche CNRS / CSO,

M. Jean-Robert RAVIOT (rapporteur), Professeur des universités, Université Paris X.

Cette thèse a pour objectif de tracer un tableau des différentes modalités de la condition universitaire russe à l'époque du dernier changement de régime par la restitution de l'intrication complexe d'une pluralité de facteurs et de logiques institutionnelles et individuelles. Elle repose sur un travail de terrain, et plus particulièrement sur un corpus d'une centaine d'entretiens semi-directifs, recueillis entre 1997 et 1999 auprès d'enseignants aux situations sociales très variées, salariés de différents types d'établissements du supérieur de trois villes russes Moscou, Saint-Pétersbourg et Nijni-Novgorod.

Il nous a d'abord semblé nécessaire de comprendre les bouleversements institutionnels qui ont profondément modifié le contexte d'exercice de la profession. Le cadre de ces changements est posé par la loi sur l'Éducation votée en 1992, qui est promulguée alors que la fin d'un financement intégral de l'enseignement par son autorité de tutelle est déjà une réalité installée. Cette loi permet aux établissements comme aux individus de recourir à des stratégies innovantes afin de se procurer des ressources. La principale source de revenus réside alors dans la création de structures privées entièrement nouvelles ou intégrées aux institutions existantes. La privatisation du secteur amène les recteurs des établissements en phase d'adaptation ascendante à manifester une grande volonté d'autonomie. Ceux-ci ne se sentent plus tenus de rendre des comptes sur leur gestion à un Ministère qui ne remplit pas ses engagements financiers. Les associations des présidents d'université, et notamment la principale, l'Union des recteurs de Russie, constituent des acteurs non négligeables de ce secteur. Face à cette situation, le Ministère tente de renforcer sa tutelle pédagogique en appliquant une politique contraignante d'accréditation des formations comme des établissements. Les procédures d'habilitation des formations sont partiellement déléguées à des établissements référents désignés par le Ministère comme responsable des Unions méthodologiques (UMO) pour une discipline donnée, et chargés d'expertiser les cursus proposés dans cette spécialité. Ainsi cette politique de standardisation s'applique de façon

inégale selon la place occupée dans une hiérarchie implicite des établissements, certains accordant énormément d'importance au respect de ces normes, alors que d'autres, acteurs actifs de leur élaboration, laissent une grande liberté à leur personnel pour le contenu de leurs enseignements. L'écart entre établissements fait écho à une inégalité des enseignants eux-mêmes face aux changements. La facilité d'adaptation de certains, individus ou institutions, ne peut occulter la violence du cataclysme pour l'immense majorité des autres, cassure qui trouve en partie ses racines dans la période soviétique.

L'évocation de ce passé au fil des entretiens fait apparaître une réalité moins lisse et plus variée qu'elle n'est parfois perçue. Des parcours hétérogènes ont sans doute constitué l'un des terrains sur lesquels s'est développée la différenciation des pratiques observée dans la période post-soviétique. Deux axes ont retenu notre attention, celui de l'accès aux études et à la carrière ainsi que celui du contrôle social interne à l'établissement. Nous nous sommes interrogée sur la réalité d'une égalité des postulants à l'entrée à l'université alors que, selon les époques, des voies privilégiées ou détournées, ont existé pour devenir étudiant. Dans une logique de promotion des classes sociales les plus défavorisées - ou les plus populaires dans la rhétorique du régime - différentes modalités ont facilité l'accès à l'enseignement supérieur des candidats venant de la campagne ou de la production. Dans un même temps, ces dispositifs privilégiés étaient parfois utilisés par d'autres couches pour contourner la difficulté des concours d'entrée dans les établissements réputés. Mais pour l'élite sociale, l'apparition des écoles spéciales, offrant un enseignement renforcé en sciences ou en langues, a constitué une voie royale pour accéder aux formations prestigieuses comme à une socialisation valorisable sur le long terme. Par la suite, l'entrée dans la profession était soumise au mécanisme contraignant et arbitraire d'affectation des diplômés. L'obtention de l'autorisation pour continuer à résider dans une grande agglomération après la fin des études pouvait entraîner, en contrepartie, l'acceptation d'emplois peu valorisants. De plus, l'absence de logement ou de soutien familial local rendait impératif le cumul d'emplois, celui-ci constituant déjà une nécessité pour de nombreux Soviétiques chargés de famille. La société, malgré un discours officiel égalitariste, connaissait une assez forte stratification sans doute renforcée par le rôle du Parti et de son organisation de jeunesse, le Komsomol. Si le poids du contrôle du Parti à l'université est souvent évoqué par les enseignants, certains d'entre eux lui reconnaissent également un rôle positif en matière de sociabilité professionnelle et de promotion sociale. L'examen des motivations d'adhésion contribue à contredire une vision monolithique des pratiques engendrées par le Parti. Mais c'est l'étude des activités et de la prise de responsabilités au sein du Komsomol qui permet de saisir la complexité de l'héritage laissé par la socialisation au sein de ces instances de contrôle et d'animation. L'engagement dans cette organisation avait des effets cumulatifs en termes de développement de compétences et de réseaux, ce qui peut sans doute expliquer une adaptation ascendante dans le cadre du nouveau régime de la plupart des anciens responsables d'activités collectives au sein de cette structure.

Le poids des contraintes, actuelles comme héritées, combiné aux opportunités offertes par ce contexte particulier d'ouverture, permet de comprendre la diversification des modes de vie et des pratiques professionnelles des universitaires dans les années 1990. L'analyse des trajectoires de responsables administratifs et scientifiques au sein des établissements d'enseignement supérieur de cette époque amène à aborder la question de la permanence ou du renouvellement du personnel connaissant une certaine réussite dans le nouveau cadre de fonctionnement du champ universitaire. Certains se maintiennent dans des positions privilégiées mais en changeant d'établissement, de spécialité ou en quittant la recherche pour l'enseignement, alors que d'autres, ayant déjà des responsabilités au sein de leur établissement, participent activement à sa rénovation. Mais il y a également des adaptations

ascendantes favorisées par l'ouverture des frontières et qui concernent particulièrement les scientifiques dont les travaux sont valorisables à l'étranger. La situation de la jeune génération permet d'articuler l'étude du profil sociologique des enseignants - moteurs du changement et l'étude des stratégies de survie développées par la majorité de ceux qui voient leur situation profondément fragilisée par ces bouleversements. La course aux financements et aux revenus complémentaires représente le quotidien d'enseignants, pour certains passionnément désireux de ne pas abandonner leur métier ou leur établissement. Enfin nous nous sommes intéressés à la traduction politique de cette diversification en analysant les préférences exprimées par nos interlocuteurs en fonction de leurs parcours socio-professionnels.

Le terrain syndical illustre de la combinaison de pratiques de survie et de survie de pratiques tant au plan individuel qu'institutionnel. Le syndicat unique d'établissement, structure calquée sur son ancêtre soviétique, a du mal à se positionner entre ses deux fonctions emblématiques. Il a hérité d'une tradition de coopération avec la direction qui le pousse à la soutenir dans sa démarche de compétitivité. Mais en même temps, son rôle de relais social et de défense des salariés prend une autre dimension avec l'appauvrissement d'une partie non négligeable des employés de l'enseignement supérieur du fait des conditions économiques. Cette position en porte-à-faux se traduit par la difficulté à présenter une démarche revendicative ou de lobbying politique cohérente. L'étude de parcours de délégués syndicaux permet tout à la fois de rendre compte d'une certaine forme de diversité, qui se fait jour au sein de cette organisation et du personnel universitaire dans son ensemble tout au long des années 1990.

Le peu d'engagement des universitaires russes dans la sphère politique peut s'expliquer par les opportunités stimulantes – sur les plans pédagogiques, organisationnels et financiers - offertes par le nouveau système d'enseignement supérieur qui se mettait en place, mais aussi par les contraintes physiques et temporelles entraînées par la nécessité de trouver des revenus complémentaires.

Cette plongée en profondeur dans les transformations du monde de l'enseignement supérieur russe de la période Eltsine, par son analyse des contraintes législatives et institutionnelles, par son examen d'une large palette d'acteurs contemporains du processus, mais aussi d'acteurs et de logiques de l'époque antérieure, et enfin, par sa restitution fine des trajectoires, des pratiques et du vécu symbolique, des personnes concernées, nous semble pouvoir contribuer à une meilleure connaissance des processus à l'œuvre lors du passage à la Russie post-soviétique, voire peut-être aussi de mécanismes présents dans d'autres sociétés contemporaines.